La gervaisais

[de la Gervaisais]

LES PRÉDICTIONS

DE 1790.

FRAGMENS
D'ÉCRITS DE CETTE ÉPOQUE.

La leçon a été vaine : ainsi, en 1790, ceux-ci s'irritaient, ceux-là s'exaltaient. Une même tombe les a mis d'accord. Pour la combler, il a fallu des millions de victimes. (*La Loi des Circonstances*, octobre 1830.)

PARIS,
A. PIHAN DELAFOREST,
IMPRIMEUR DE LA COUR DE CASSATION,
rue des Noyers, nº 37.
1831.

En 1831, il y a à redire, ce qui fut dit en 1790.

Alors la raison parlait seule et ne dut pas être écoutée : maintenant l'expérience même, parle et devrait être entendue.

Mais non. Il est écrit, ce semble, que la société doit périr, sauf à ressusciter sous un autre mode.

Les partis se comportent de même : l'un et l'autre agissant contre leurs fins; tous deux marchant vers l'abîme commun.

Ils n'ont rien acquis en lumières; ils n'ont oublié que leurs fautes.

Or, la catastrophe est plus prochaine, sera plus soudaine. Tant les ames sont lâches et les têtes débiles.

Au lieu du sentiment, il n'y a que du métier.

Du bord hostile, ce sont vaines paroles qui courent sur les lèvres, sans venir de l'esprit, sans aller au cœur.

Il manque seulement de l'autre bord, assez de bon sens, assez de bonne foi, pour n'en faire nul état.

La peur s'y oppose : tantôt la peur des adversaires, tantôt la peur des auxiliaires.

A défaut de vigueur envers ceux-ci, on fait montre de rigueur contre ceux-là.

En somme, tout se passe en bravades réciproques.

Cependant ces scènes puériles sont prises au sérieux par le parterre, par le peuple.

On l'a mis en action; on a enflammé ses passions. Et depuis la victoire, le travail le fuit, ou il fuit le travail.

En bloc, en mouvement, le peuple règne. A part, en repos, le peuple souffre.

On le verra souvent se réunir, se remuer.

Royalistes, libéraux, jouez donc à la petite guerre.

Voilà que l'ennemi suprême s'agite, s'avance, et vous écrase sur le même champ de bataille.

Ce qui fut prédit en 1790, est encore à prédire en 1831.

. . . .

Qu'on jette un coup d'œil sur notre situation : tout ce que la nature a de plus inviolable, en opposition avec tout ce que la société a consacré; le poids d'un principe immuable et imprescriptible, vis-à-vis la masse imposante des méditations et des lois de dix siècles; la position du misérable fort de son droit, qu'il exalte jusqu'au point de la dissolution de la société, contre la légalité rigoureuse dont le puissant prétend couvrir jusqu'à ses usurpations : et par-dessus tout, l'opposition des habitudes anciennes et des sensations nouvelles, l'état variable et le froissement continu des idées, l'écroulement entier des bases et de l'échafaudage de l'intelligence, la parole enfin prostituée à la passion et dominant l'esprit au lieu de lui obéir.

. . . .

Certes, il est aussi absurde d'imposer la perfection à un Etat décrépit, que de la lui supposer, par un respect absolu. Ce serait dissoudre l'association, que de prétendre la rasseoir sur ses bases primitives; mais aussi il ne faut pas que la masse du peuple reste soumise aux infractions de ses droits naturels.

Comme la société a été souvent assise sur des

principes faux, ce qu'il y a de plus sacré, justice, religion, mœurs et lois se chargent peu à peu de la rouille des siècles : comme d'un autre côté la société n'est pas vouée à tendre sans cesse vers la corruption, c'est un devoir de restaurer ces bases vicieuses, d'enlever cette rouille funeste.

. . . .

La discorde a enfanté les infractions des lois et la violation des propriétés : et ici, en limitant ces excès souvent exagérés, je veux donner une larme à ce malheureux peuple, tour à tour dévoué à l'oppression et à la licence, alternativement le martyr et l'instrument de l'ambition, toujours le jouet des autres et la victime de lui-même ; toujours l'objet unique de ma pitié et de ma sollicitude.

Peuple français, j'admire, quoi qu'on en dise, cet instinct de justice et de douceur, cet ascendant des habitudes qui ont retardé jusqu'à présent, à mon grand étonnement, la dissolution de la société.

Peuple français, tu avais souffert et longuement, et étrangement sans doute : en me rappelant la mémoire de tes douleurs séculaires, je tremblais que ta lente vengeance ne s'assouvît dans l'espace d'un jour.

Déplorez avec moi cette marche durable et

progressive de l'oppression exercée dans tous les sens sur le peuple : et je gémirai autant et plus que vous, de ses vengeances, souvent aveugles, souvent remplaçant les maux de l'oppression, par les vices de la licence, souvent faisant succéder à la tyrannie de quelques-uns, la tyrannie encore plus violente du grand nombre.

Ne saurez-vous jamais que vous irriter de vos douleurs passées, et vous en préparer ainsi de nouvelles? Et vous, ne mettrez-vous pas une borne à vos vœux dès long-temps outrepassés? C'est un double scandale de voir la faiblesse disputer pas à pas le terrain, et s'aigrir de ses reculades réitérées; de voir la force et la violence s'animer devant ces vains obstacles, et illimiter leurs prétentions.

Mais voyez donc planer sur nos têtes, la banqueroute, la guerre civile, l'anarchie, la division du royaume, l'invasion de l'ennemi, la dissolution de l'Etat, et (s'il est encore permis de l'espérer) le plus affreux despotisme. C'est là où mènent le vertige des idées d'une part, et de l'autre la colère des pertes.

. . . .

Avez-vous vu ces hommes qui se constituent les organes de la nation courroucée, qui ne parlent que guerre civile, et cherchent à semer l'effroi? Parce qu'en d'autres momens, il convient

d'exprimer avec franchise le néant des espérances, il leur semble du devoir de l'autorité de rester en paix et de les laisser en liberté.

L'autre parti se conduit de même. Et je suis plus que jamais tenté de croire à des effets semblables, en simple raison du nombre et de la force des masses. Ce parti accable ses rivaux de sa puissance; et de sang-froid, de bonne foi sans doute, il leur fait un crime, de la plainte.

Dans la vérité, n'avez-vous pas été heureux de voir votre marche intéressée, consacrée ce semble par les excès de vos adversaires? Et vous, n'avez-vous pas senti avec quelque plaisir, qu'une opposition désordonnée couvrait vos passions, du voile de l'intérêt public.

. . . .

Vous n'admettez pas, hardis régénérateurs de ma patrie, cette opposition née de la nature des choses. Vous comptiez donc que les hommes puissans ou religieux eussent abandonné à votre merci, le droit de bouleverser leurs habitudes et eussent distingué, au flambeau de vos intérêts, les abus établis à leur avantage. Vous comptiez donc que des pères de famille, des propriétaires eussent vu en paix ébranler les bases de l'association, pour les asseoir suivant une conception nouvelle.

Et vous qui ne vouliez que réformer l'ancien gouvernement, prétendez-vous blâmer l'enthousiasme, accuser la défiance d'une jeune liberté,

et frapper son enfance des reproches de despotisme et de licence ; lorsque vous étiez disposés à réunir vos efforts autour de la dernière colonne pour relever l'édifice entier, et qu'il était donc de toute nécessité de ne pas laisser une pierre debout.

Quelques-uns se disent : le peuple est trompé ; il court à sa ruine : c'est notre devoir de l'instruire, de lui montrer un point de ralliement.

Mais travaillez donc de sorte à ne laisser à l'ennemi, aucun moyen d'animer contre vous, la défiance ; n'aveuglez pas l'œil faible du peuple, par des torrens de lumière : n'imprimez qu'un mouvement insensible à l'opinion ; et bornez-vous à laisser libre, l'effet de l'expérience.

Il n'est que deux manières de changer l'ordre existant : l'assentiment général qui attend de la leçon des temps, et l'énergie et l'unité ; l'insurrection qui ne devient licite qu'après qu'une oppression prolongée a remué toutes les ames et les a ralliées dans le même sens.

Je ne veux rien céler ; le mot de guerre civile a glacé le sang dans mes veines. Tout la présage : et la vaine honte avide de se mettre en avant, et l'inconsidération qui envenime tout, et la faiblesse qu'on monte au dernier degré de l'audace, et jusqu'à cette inertie de la vertu, cette

inaction de la sagesse qui ne s'opposent point aux périls menaçans.

. . . .

Au moins, d'autres sont plus francs : nous perdons tout, s'écrient-ils : la société nous dégage de nos devoirs par son injustice. Il ne nous reste que la vie, et la honte, si nous craignions de la risquer.

Pauvres gens ! vous ne devez rien à la société : oui sans doute, s'il vous plaît ainsi : mais aussi elle se saisira de vos biens ; et dès lors que vous vous trouvez dégagés envers elle, elle pourra vous traiter comme ses ennemis.

On entend raisonner les mots de honte, de faiblesse, de lâcheté. Quel art n'a-t-il pas fallu pour souffler toutes les subtilités en des ames simples et loyales. Mots ! quel venin vous portez !

Ce que le vulgaire de Rome nommait générosité, on l'a masqué du nom de faiblesse : et de ce que la faiblesse mérite quelquefois le mépris, cette dernière épithète a été attribuée.

Il y avait une grande et belle idée d'honneur qui suppléa long-temps au patriotisme : on a eu l'art de l'allier à l'intérêt d'une classe ; on en a fait une sorte de religion égoïste.

. . . .

Sans doute vous trouverez des mécontens. Mais tous le sont par des raisons diverses et souvent contraires. Une semblable haine vous unira ; des périls communs vous exciteront ; mais attendez la

victoire; et je vous demande comment ces intérêts contraires s'accorderont sur les décombres; je demande si on aura combattu pour la paix, si les vainqueurs seront disposés à subir le joug.

Parce que des gens sont puissans, c'est à eux que tous les mécontens en veulent; et parce que ces gens sont vos ennemis, c'est autour de vous qu'ils se rallient. Supposons la victoire : les Parisiens, jusqu'à ce moment les seuls dont vous puissiez vous aider, auront versé leur sang pour du pain ; et apparemment ils auront faim encore. A qui iront-ils? Vers vous qui serez devenus les maîtres. Et où leur en trouverez-vous?

La victoire vous pèsera plus que l'esclavage; la violence s'exercera au sein de chaque parti. D'un combat terminé, d'un intérêt accompli, il jaillira mille intérêts et mille combats. Je ne connais rien de bon dans la violence; son explosion la dissémine à l'infini et la fait retomber sur ses fauteurs. Je ne connais rien de dangereux comme de se servir du peuple ; si vous êtes vainqueur, il devient votre tyran, et le plus terrible de tous; ou souvent encore, il devient le vengeur de vos ennemis.

. . . .

La défiance et la discorde s'aggraveront mutuellement; dans ce cercle de réaction, il arrivera que les partis seront emportés au-delà de leurs

desseins, et que le royaume tombera dans l'anarchie, avant qu'aucun s'en soit aperçu.

A-t-on pensé, si la haine finissait par élever la force contre la force, comme il serait facile d'anéantir dans les provinces, tout ce qui reste de ces ordres indomptables, de souffler la fureur et le desir du pillage, dans l'esprit des peuples, de livrer au glaive tant de têtes innocentes, et toute la France à la plus horrible anarchie.

Et votre roi! savez-vous tout ce qu'il a souffert? savez-vous jusqu'à quel point il est forcé de ménager la défiance publique? Ah! ne souillez pas son intention pure; ne jouez pas de nouvelles angoises pour lui; je lâcherai le mot, ne risquez pas ses jours.

Je demande : me répondrez-vous que le soupçon ne l'accuse pas de vos torts? Et si la crainte emporte vos ennemis, si l'insurrection du peuple est excitée! il est en vue, il paraît puissant.

Eh! avez-vous une ame? La colère peut monter les marches du trône et franchir par-dessus vous, qui êtes les seuls coupables!

Quant à ceux qui sont armés de l'autorité, ils ne savent donc pas à quoi elle tient. Des hommes ont souffert et s'irritent chaque jour, et appellent la vengeance, et sèment de toute part la haine et l'aigreur.

Enfin, un chef se montre, et profite de la mi-

sère, se prévaut de l'ignorance, réunit les mécontens.

L'homme simple veut du pain : rappelez ceux qui lui en donnent; ne sapez pas par sa base, ce colosse du luxe sur lequel vivent tant de plantes parasites. N'arrêtez pas cette circulation pressée qui fait d'un seul écu, le revenu de plusieurs; accordez le calme et la paix aux demandes du crédit et de l'industrie.

Il y a des nuées d'hommes qui manquent de pain : il est facile de les rallier pour un temps. Sans doute le champ de la victoire serait leur tombeau : mais vous seriez vaincu avant. Craignez les masses d'hommes, et parce qu'elles font facilement le mal et parce que l'œuvre du bien est au-dessus de leur portée.

. . . .

Supposons-le, l'effervescence aura été excitée, vos rivaux ne seront plus. Le sang a coulé; savez-vous s'il sera possible d'arrêter son cours? les propriétés ont été violées; vous promettez-vous de fixer au crime une ligne de démarcation? l'instinct de la nature et le lien des habitudes n'existent plus : croyez-vous qu'on puisse souffler un autre instinct et former de nouvelles habitudes, dans ce peuple qui n'a pas d'autre morale.

Ah! vous ignorez jusqu'où s'emportera cette masse frappée d'une impulsion violente, animée par ses succès, formée au pillage et pressée par la faim. Elle se jetera çà et là : elle confondra sous

sa main de feu, toutes les classes, toutes les fortunes, toutes les existences; elle dévorera d'un trait, liberté et monarchie, religion et philosophie. Un jour enfin, l'association sera dissoute, et offrira au milieu du chaos, toutes les forces nues et isolées, se combattant, se déchirant les unes et les autres.

L'histoire crie que les révolutions se jouent constamment de la masse nationale, et que sous des dénominations variables et insidieuses, c'est toujours entre quelques classes de citoyens aisés, que se passent les querelles politiques.

Ne vous flattez pas. Il est trop vrai que la masse du peuple n'est pour rien dans la révolution; que l'ignorance et la paresse, la séduction et la crainte ont dicté les vœux apparens.

Or, si le fond de la nation reste ou devient insouciant, ce sera un jeu de faire des révolutions: les forces des divers partis, prévaudront tour à tour; le désordre se propagera, ou le despotisme surviendra. L'instabilité sera constante, avant que le temps et la loi aient satisfait le peuple dans ses besoins, l'aient amené à d'autres habitudes.

Songez-y; les phases se succèderont sans fin, jusqu'à l'établissement d'un ordre de choses qui soit fondé sur la raison, sur les rapports naturels des citoyens, sur la morale pratique et religieuse;

sur la chaîne des habitudes enfantées par l'influence active à la chose publique, enfin sur le sentiment du bien-être, seul capable d'établir des liens indissolubles.

Que si la révolution ne tend vers ce principe, je nie qu'il y ait du patriotisme, de la liberté ; et je n'ai plus qu'à gémir sur la corruption, sur la ruine de ma patrie.

. . . .

On s'égare cruellement en se fiant à l'exaltation de certaines têtes. Une jeune liberté est forte pour l'instant. Le premier mouvement emporte les esprits frivoles, écarte les caractères prudens. Bientôt les idées se calment et les sens s'agitent. Le peuple retombe sur la terre, et il a faim. Alors il jette un sombre regard sur la route qu'on lui a fait suivre et se venge de ceux qui ont guidé sa marche.

C'est une vaine abstraction que la liberté politique : elle sera de mode pour un temps : toute semblable à la passion, elle n'aura point de bornes dans ses développemens ; mais comme la passion aussi, sa durée se limitera, en raison de son exagération.

Ici, je ferai ma profession de foi : je suis loin d'être l'apôtre de ce grand mot de la liberté politique : ma seule idole, j'espère, sera toujours l'humanité.

Aisance générale et moeurs pures, liberté et égalité civiles, protection au dehors et sûreté dans

l'intérieur : tels sont mes vœux. Si la liberté politique manque à les accomplir, ce n'est plus qu'une chimère, que le hochet de la vanité.

. . . .

Ainsi sent la masse du peuple : la liberté politique lui pèsera bientôt, si elle resserre son aisance ou contrarie ses habitudes ; elle lui sera indifférente, si les effets réels n'en découlent pas sur lui.

Ce serait une vaine victoire d'avoir conquis la liberté, si on ne l'appuie sur le bonheur du peuple ; ce serait une cruelle jouissance d'en concentrer l'exercice entre quelques personnes ; ce serait un propos dérisoire de crier à la nation, qu'elle est libre et qu'elle doit être heureuse.

La liberté politique n'est trop souvent qu'un portique superbe qui masque de misérables chaumières : certains hommes oisifs ne dépassent jamais le portique et ne songent pas dans leur enthousiasme, si le reste de l'édifice y répond. D'autres, et c'est le grand nombre, traînent une vie pénible au fond des chaumières ; courbés sous le travail, ils ignorent l'œuvre merveilleuse qui les entoure.

Cependant l'ennemi vient et écrase sous les ruines du portique, ces hommes oisifs, sans que leurs voisins s'en aperçoivent, ou s'y intéressent le moindrement.

« L'Etat doit à tous les citoyens, une subsistance assurée, la nourriture, un vêtement convenable, et un genre de vie qui ne soit point contraire à la santé. » (*Esprit des Lois*, liv. 23, ch. 29.)

« Chacun ayant son nécessaire physique, égal, on ne doit taxer que l'excédant : taxer le nécessaire, c'est détruire. » (*Idem.*)

L'homme pauvre n'a besoin de la liberté que pour s'assurer la subsistance.

L'existence est la fin de l'association; la liberté n'est que le mode.

D'où l'impôt ne doit aucunement s'élever sur le nécessaire réel et égal de chaque individu.

L'impôt doit être uniquement assis sur l'excédant au-delà de ce nécessaire et en progression de son degré.

L'impôt doit laisser exercer dans toute leur latitude, les moyens naturels ou artificiels de chacun.

. . . .

L'existence assurée de tous, voilà le but de la société : l'emploi total des forces et du temps, voilà son moyen.

Or, le but et le moyen, par une loi générale de la nature, s'enchaînent : si le moyen perd de son intensité, le but n'est atteint que partiellement ; et le moyen faiblit encore ; et le but faillit de plus en plus.

Il en arrive ainsi lorsqu'un homme se dispense du travail. Comme le travail seul porte des produits, et comme son fruit semble former la mesure du nécessaire naturel, il se trouve que plusieurs manquent du nécessaire.

Or, l'exemple de cet homme oisif est bientôt imité par tous ceux qui ont dans leurs mains, de quoi acheter une partie du nécessaire acquis à d'autres par leur travail : d'où le mal s'accroît : d'où l'idée du nécessaire d'état s'établit.

. . . .

Telle est la marche des aveugles sociétés de l'Europe.

Le mal est au comble : la misère brise les ames et le luxe les avilit : tous les deux minent les facultés.

Que si enfin on ne rétrograde pas devers l'amour du travail et la simplicité des mœurs, il en résultera :

Ou que l'emploi des forces se trouvera au-dessous des nécessités de la masse ; et qu'alors l'association sera dissoute par la violation du droit de l'existence, laissant ses membres isolés et divisés entr'eux.

Ou que l'excès de misère et d'abrutissement, op-

posé à l'excès de luxe et de corruption, vomira des tourbes d'hommes plus féroces encore qu'injustes; qui assouviront leur tardive vengeance sur les heureux de ce monde.

. . . .

De là, l'homme qui se décharge du devoir de travailler, ou qui en détourne d'autres personnes, ou qui les soumet à des occupations stériles, doit remplacer dans la caisse commune, le vide de produits que cause leur oisiveté, afin qu'il y ait moyen de porter secours à ceux que cette oisiveté même prive du nécessaire; de plus, il doit contribuer à raison du travail présumé de lui-même et de ses subordonnés, au cas que l'industrie soit imposée.

Le pacte social est fondé sur la liberté et la sûreté de chaque membre, d'où provient le droit indéfini de l'emploi de ses moyens, et par suite le droit de propriété de leurs produits; si la société n'a pu restreindre l'usage des facultés, il est évident que le droit de possession acquis par leur exercice, est inviolable.

Mais aussi les institutions morales et civiles doivent tendre à arrêter son extension, toutefois sans oppression individuelle qui attaquerait la liberté, et sans effet rétroactif qui annulerait toute confiance dans l'ordre social.

La loi qui nous régirait comme des hommes

parfaits, se trouverait anéantie sous notre corruption : la loi qui s'assouplirait à celle-ci, en précipiterait encore le cours. On doit se contenir entre ces deux termes.

Les remèdes, ce semble, appropriés aux circonstances, sont de décharger de tout impôt, le nécessaire réel de l'homme et de charger le superflu dans une progression accroissante.

. . . .

Lorsque chacun avait à peu près et presque également son nécessaire naturel, lorsque l'impôt était limité dans ses emplois, et consacré au bien de tous, il était simple que chacun contribuât proportionnellement à ses moyens.

Mais aujourd'hui que le nécessaire de plusieurs millions d'hommes est rarement satisfait et que des individus possèdent un revenu centuple de leur nécessaire ; aujourd'hui que l'accroissement énorme de l'impôt tourne presqu'entièrement à l'avantage politique ou civil de ceux-ci, on ne peut exiger une subvention de la part des premiers.

Sans doute l'abus de la propriété fondé sur l'achat ou le travail doit être respecté : mais aussi l'abus de l'impôt qui en dérive, existe maintenant. L'un doit être balancé par l'autre : l'abus contre la propriété ne doit pas retomber sur ceux-là même qu'a déja frappé l'abus de la propriété.

. . . .

« L'état social, disait Rousseau, n'est avanta-

geux aux hommes qu'autant qu'ils ont tous quelque chose, et qu'aucun d'eux n'a rien de trop. »

Sans adopter cette maxime dans son extension, on ne peut nier que la fausse entente du droit de propriété la justifie quelque peu, et nous a transportés au plus loin de ce point désirable.

Qu'en arrivera-t-il ? et devons-nous compter long-temps sur le repos actuel des sociétés humaines ; ou la pente habituelle des choses, l'union factice de quelques hommes, la crainte de l'emploi de la force, ont jusqu'à présent neutralisé la puissance réactive de la souffrance presque générale.

L'homme se tait encore : le citoyen se taisait aussi. Tout a son terme ; le premier droit qui soulève la pesante main du temps, ouvre une route facile devant tous les autres droits.

. . . .

A. Pihan Delaforest, imprimeur de la Cour de Cassation,
Rue des Noyers, n° 37.